

A chacun sa croix



Fermetures d'écoles

Au moins 20 écoles vont fermer et 34 vont être regroupées avec d'autres établissements scolaires. Cette mesure vise à régler les difficultés financières des municipalités. L'égise devrait récupérer plusieurs écoles.

Le 20 mai, le conseil municipal d'Erzsébetváros a décidé de fermer l'école primaire et le lycée Éva Janikovszky. Ils ont expliqué que la perte continue d'élèves rend cette mesure indispensable. Ces fermetures touchent près de 400 élèves. Des manifestations de parents se sont déroulées devant l'hôtel de ville. Ces derniers contestent les mesures prises par la municipalité et affirment à l'inverse que le nombre d'élèves est croissant ces dernières années et que la fermeture n'est, de ce fait, pas justifiée. Un des parents qui aurait enregistré une discussion avec une députée Fidesz, affirme même que cette décision est plus le résultat d'une vengeance politique contre l'ancien député SZDSZ de la circonscription, György Gál. Cet homme, mouillé dans des affaires de corruption, avait orienté les investissements de la municipalité sur l'école Janikovszky, objet de la fermeture. Les parents craignent aujourd'hui que l'autre école primaire, qui accueillera désormais leurs enfants, soit moins adaptée que Janikovszky.

Les parents des élèves du lycée Janikovszky ne sont pas les seuls à faire face à ce type de fermetures. Quelques jours avant la décision de la municipalité d'Erzsébetváros, des parents de la ville de Bonyhád (dans le département de Tolna)

ont effectué un parcours en vélo de 160 km jusqu'à Budapest pour donner en mains propres leur pétition au ministre des Ressources humaines, Miklós Réthelyi, ainsi qu'au président de la commission Education au Parlement, Zoltán Pokorni. Il voulaient protester ainsi contre la fermeture de l'école Arany János dans leur ville. Plusieurs parents de différentes villes, telles que Kaposvár, Kistarcsa et Érd où des mesures similaires étaient envisagées, s'étaient joints à leur initiative. Selon le site d'informations «Index», les fermetures et regroupements scolaires touchent au total plus de 50 écoles. A Budapest, trois établissements vont d'ailleurs être fermés.

Avant de se lancer dans de telles fermetures, les mairies ont réalisé une étude sur leur système scolaire. La majorité d'entre elles justifie ces décisions par le fait que il y a de moins en moins d'enfants à être scolarisés. A Nyíregyháza (dans le département de Szabolcs-Szatmár-Bereg), cette année scolaire sera la dernière pour 4 écoles de la ville, le nombre d'élèves n'atteignant même pas 50% de leur capacité d'accueil. Les municipalités affirment également que ces fermetures ont vocation à régler leur situation financière critique et leur niveau d'endettement significatif. L'État leur verse de moins en moins de subventions puisque le nombre d'enfants scolarisés dans leur établissement baisse, elles doivent cependant chauffer et éclairer les bâtiments de la même manière. D'après la responsable politique MSZP, Ágnes Kunhalmi, en charge des sujets d'éducation, cette «vague de fermeture» est exagérée. La baisse du nombre d'élèves ne justifie pas autant de fermetures selon cette dernière.

Il est fortement possible que des écoles privées catholiques se substituent aux établissements scolaires publics fermés. C'est d'ailleurs ce qui va se passer pour l'école primaire Gábor Baross à Hatvan. Une partie des parents et professeurs ont déjà exprimé leur mécontentement face à ce changement forcé. D'après les statistiques affichés par le site «Index», une école moyenne publique reçoit environ 40 millions de forints de subventions de la part de l'État, alors qu'un établissement catholique de même taille peut bénéficier d'une subvention de 69 millions forints suite aux modifications législatives récemment adoptées par le Parlement.

Le gouvernement avait déjà affecté une somme de 300 millions de forints à l'ouverture d'une dizaine de nouvelles petites écoles dans des villages où les écoles primaires avaient été fermées et où on avait pu maintenir le niveau maternel. Seulement, 4 candidatures ont été déposées. La secrétaire d'État à l'Education, Rózsa Hoffmann, a estimé que ce peu d'engouement à ouvrir des écoles signifie que les mairies n'ont plus confiance en l'avenir des petites écoles. Le LMP propose que le

gouvernement crée un fonds de soutien aux écoles en difficulté dans l'attente de définir une vraie stratégie à long terme pour l'éducation.

/*-->*/

Judit Zeisler

•
Catégorie
Agenda Culturel